

Israéliens/Palestiniens, Juifs/Arabes : archéologie d'un conflit

ESTHER BENBASSA

Le choix de la Palestine comme site du futur État juif ne pouvait que poser d'emblée la question des Arabes, majoritaires dans le pays¹. Les premiers sionistes se préoccupèrent assez peu de cette question même si aucun d'entre eux ne crut jamais qu'il s'agissait d'un pays désert, où allaient s'installer les futurs bâtisseurs. Toutefois, ils ne furent pas nombreux ceux qui envisagèrent sérieusement l'éventualité d'un conflit d'intérêts nationaux. Dans les années 1880, les sionistes russes prévoyaient dans leurs écrits une cohabitation harmonieuse entre Arabes et juifs dans cette contrée. Ils croyaient même que la colonisation juive ne pourrait qu'être bénéfique à la fois aux Arabes et aux juifs locaux, et projetaient le rapprochement entre nouveaux arrivants et Arabes autochtones.

Cette utopie de la coexistence n'emportait pas l'adhésion de tous. Le publiciste juif russe Ahad Ha-Am, lors de sa visite en Palestine en 1891, aborde d'une manière plus pragmatique

1. Sur l'histoire du sionisme, de l'État d'Israël, de ses rapports avec le monde arabo-musulman, et du nationalisme palestinien, voir entre autres : Jean-Christophe Attias et Esther Benbassa, *Israël, la terre et le sacré*, Flammarion, Paris, 2001 (2^e éd.); Alain Dieckhoff, *L'Invention d'une nation. Israël et la modernité politique*, Gallimard, Paris, 1993; Rashid Khalidi, *L'Identité palestinienne. La construction d'une conscience nationale moderne*, La Fabrique, Paris, 2003; Benny Morris, *Victimes. Histoire revisitée du conflit arabo-sioniste*, Complexe, Bruxelles, 2003; Ilan Pappé, *Une terre pour deux peuples. Histoire de la Palestine moderne*, Fayard, Paris, 2004; Nadine Picaudou, *Les Palestiniens, un siècle d'histoire*, Complexe, Bruxelles, 2003 (rééd.); Elias Sanbar, *Figures du Palestinien. Identité des origines, identité de devenir*, Gallimard, Paris, 2004.

la réalité locale en évoquant le fait que le pays n'est pas vide d'habitants, que les Arabes sont au courant des projets des juifs, et qu'ils laissent faire tant qu'ils ne semblent pas représenter encore un danger pour la prédominance arabe. En même temps, il met en garde contre la rupture de cet équilibre. De son côté, Herzl, le père du sionisme politique, ne prenait pas trop au sérieux la question arabe, tout en étant averti du nationalisme arabe en gestation. Ahad Ha-Am posait la question aussi en termes économiques. Cette terre aride, qui ne réussissait pas à nourrir les quelques centaines de milliers d'Arabes qui y vivaient, parviendrait-elle à le faire lorsque des millions de juifs s'y installeraient ? Herzl trouvait une réponse à cette question dans une idéologie nourrie par la mission civilisatrice occidentale, en cette période d'essor du colonialisme : tous trouveraient leur place dans un Orient revitalisé par les bienfaits et les techniques de l'Europe civilisée.

L'Arabe rêvé

Au même moment s'élabore un imaginaire sioniste du « bon Arabe ». La littérature hébraïque de Palestine évoque complaisamment la figure du nouveau juif, travailleur vivant dans une hutte en bois, mangeant du pain arabe trempé dans l'huile d'olive. Les olives vertes, l'huile d'olive et le fromage blanc, les cérémonies de bienvenue des populations locales, les keffieh acquièrent un statut sémiotique primordial parmi les premiers pionniers. L'adoption d'éléments de la culture des Bédouins et des fellahs par les membres des différentes vagues d'immigration juive en Palestine traduit aussi l'emprise des normes romantiques du XIX^e siècle ainsi que de stéréotypes confondant par exemple l'habit des Bédouins avec celui des ancêtres bibliques. Gravures, illustrations renforcent cette influence.

Les Européens non juifs visitant la région au XIX^e siècle développaient des considérations semblables. Que les immigrants aient repris à leur compte ce regard occidental sur l'Orient n'est guère surprenant, dès lors qu'ils avaient déjà adopté nombre de stéréotypes occidentaux sur les juifs eux-

mêmes : dépourvus de racines, physiquement faibles, n'aimant pas le travail manuel, étrangers à la nature, etc. Ces généralisations et ces identifications étaient naturellement sans grand fondement. Elles permettaient cependant aux sionistes de préconiser le passage, par l'agriculture, du juif diasporique à l'Hébreu. De surcroît, à la fin de la Première Guerre mondiale, ayant réalisé un vrai travail sur place, les sionistes croient encore qu'ils pourront créer un foyer national juif en Palestine sans soulever une opposition importante de la part des Arabes.

Selon une théorie alors en vogue, les fellahs natifs n'étaient en fait que les descendants des anciens Hébreux, convertis de force à l'islam par les conquérants musulmans. Certains leaders sionistes estimaient possible de les assimiler ou de développer une action de prosélytisme parmi eux. Ce désir d'intégration des populations non juives de la région était intimement lié à celui de se créer une nouvelle identité hébraïque. « Conquérir » la Palestine supposait une maîtrise non seulement de l'espace, mais du temps. Les Bédouins étaient perçus comme les vrais enfants de cette terre, en même temps que comme une population « inférieure » et « sauvage ». Les colons sionistes étaient là pour régénérer cette terre, qui appartenait à ces hommes dont la nourriture, les habits, l'attitude, la musique exprimaient à la fois le courage, la loyauté, les racines et une « primitivité » valorisée.

En cherchant à leur ressembler, les pionniers s'approprièrent réellement une terre qu'ils ne connaissaient que par l'Idée. La fascination se double parfois chez le même écrivain de répulsion à l'endroit des Arabes et de leur féodalisme. Les pionniers tentent d'établir une relation individuelle avec les Arabes en espérant qu'elle palliera les difficultés qu'ils éprouvent à l'aborder en termes politiques.

L'Arabe politique

Dès les débuts de l'immigration juive en Palestine se produisent des incidents entre Arabes et juifs, mais ils n'ont pas encore une véritable signification politique. L'apparition du sionisme politique sur place, puis la déclaration Balfour

en 1917, qui prend valeur pour les Arabes de Palestine de signal d'alarme quant à une perte éventuelle de leur pays, aggravent la situation. Les nouveaux venus achetaient des terres aux Arabes endettés. Ces derniers nourrissaient de l'amertume à l'endroit de ces acquéreurs. La nouvelle conjoncture qui émerge après la Première Guerre mondiale avec la fin de la domination ottomane donne un véritable coup de pouce au nationalisme arabe et une légitimité au sionisme qui rend l'affrontement encore plus dur. La politique britannique sur place n'arrange pas non plus la situation.

Les bonnes volontés qui cherchent à apaiser le climat de tension entre Arabes et juifs ne manquent pourtant pas. Les membres du groupe Brit Chalom (« Alliance de Paix »), fondé en 1925 par des intellectuels tels que Samuel Hugo Bergmann, Gershom Scholem, Martin Buber, militent pour un État binational en Palestine où Arabes et juifs auraient les mêmes droits sans distinction entre minorité et majorité. L'influence de ce groupe n'atteint pas les masses et leurs propositions restèrent lettre morte.

L'inquiétude que provoque l'immigration juive en Palestine trouve son expression dans la radicalisation des positions arabes et dans des émeutes sanglantes entre Arabes et juifs qui vont jusqu'à mettre en danger la colonie juive de Palestine. Les tentatives faites par les Britanniques pour les endiguer ne donnent pas les résultats escomptés. L'immigration en Palestine, fondement même du mouvement sioniste, continue et s'amplifie avec l'avènement du régime nazi en Allemagne. La proposition de partage de la Palestine lancée par l'ONU en 1947 entraîne la réaction des Arabes. L'engrenage de la violence est dès lors amorcé.

L'entrée en scène des États arabes

Au lendemain de la proclamation de l'indépendance d'Israël, le 15 mai 1948, l'Égypte, la Syrie, la Transjordanie (l'actuelle Jordanie), l'Irak et le Liban engagent les hostilités. On passe de l'affrontement entre communautés en Palestine à une guerre entre États.

La défaite est écrasante pour les armées arabes. Durant les hostilités, plus de 700 000 Arabes palestiniens sont contraints de quitter le territoire israélien pour se réfugier en Syrie, au Liban et en Transjordanie, où ils sont maintenus dans des camps de réfugiés. Le nouvel État s'étend désormais sur 78 % du territoire de la Palestine et contrôle Jérusalem-Ouest. La Cisjordanie et Jérusalem-Est sont annexés par la Transjordanie qui prend en 1950 le nom de Jordanie. Le retour des réfugiés palestiniens en Israël leur est refusé. Les villages abandonnés sont détruits, de nouveaux immigrants sont installés dans les maisons abandonnées et de nouvelles colonies se forment sur les terres précédemment arabes.

Entre février et juillet 1949, des accords d'armistice sont signés avec les pays arabes, mais aucun traité de paix. Ce qui va maintenir la région dans un état de guerre incessant. Après leur défaite de 1948, les pays arabes espèrent prendre leur revanche. L'Égypte se présente comme le défenseur du nationalisme arabe.

À la suite de la nationalisation du canal de Suez par Nasser, le 26 juillet 1956, l'Angleterre et la France occupent militairement la région nord du canal. Israël s'associe aux hostilités, espérant ainsi mettre fin aux infiltrations dans son territoire de combattants palestiniens qui bénéficient de l'aide de l'Égypte. Israël conquiert en sept jours la péninsule du Sinaï. La pression de l'ONU, des États-Unis et de l'URSS amène l'arrêt des opérations et l'évacuation des territoires conquis par les troupes israéliennes en mars 1957. La France et l'Angleterre perdent leur crédit dans la région.

Cette guerre n'a fait qu'aggraver l'hostilité entre Israël et ses voisins arabes. Dix ans plus tard, la guerre israélo-arabe des Six Jours (5-10 juin 1967) se solde par la victoire d'Israël sur tous les fronts et l'occupation de la péninsule du Sinaï, de la bande de Gaza, de la Cisjordanie, de Jérusalem-Est et des hauteurs du Golan. La défaite des armées arabes est totale ; elles perdent 70 % de leur armement lourd et environ 20 000 hommes contre quelque 700 morts israéliens. Sonne en même temps le glas du nassérisme. Les États arabes dénoncent la collusion entre Israël et les États-Unis qui, pour la première fois, apportent leur soutien à l'État hébreu.

Un nouveau tournant : les territoires occupés

La conquête des nouveaux territoires reconfigure désormais Israël selon les frontières évoquées par les promesses divines, ce qui ne manque pas de susciter une immense exaltation spirituelle, surtout dans les franges religieuses du pays. Un nationalisme religieux actif se développe dans les années qui suivent et s'installe dans ces territoires, se faisant le champion de la colonisation. Les Arabes, sortis meurtris de cette guerre, se radicalisent. Israël va désormais être confronté directement au nationalisme palestinien soutenu par les masses dans les pays arabes.

Le sommet arabe de Khartoum en 1967 dit non à la réconciliation avec Israël, à la négociation et aussi à la reconnaissance de l'État. Par la suite, l'Égypte et Israël seront aux prises continuellement. La résolution 242 de l'ONU rappelle qu'aucune région ne peut être acquise par la force et exige le retrait des territoires occupés, mais elle reste sans effet.

La mort de Nasser marque un tournant en 1970. Son successeur Anouar el-Sadate présente un projet de règlement négocié sur les territoires occupés, mais le gouvernement israélien le juge inacceptable. Le 6 octobre 1973 débute la guerre de Kippour ; c'est une victoire militaire pour Israël, mais, au point de vue politique, il s'agit d'un échec. Le pays est secoué par une vague de protestations. Une commission officielle d'enquête est nommée et Golda Meir démissionne au profit de Yitshak Rabin. Le peuple perd sa confiance dans le parti travailliste.

Parallèlement, à partir des années 1950, les réfugiés palestiniens créent leurs premières organisations. Le Fatah (« Conquête ») est fondé en 1956-1958 au Koweït par certains Palestiniens dont Yasser Arafat. Le mouvement rejoint quelques années plus tard l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) créée en 1964. Le Sud-Liban abrite les bases militaires de ces organisations qui engagent la lutte armée contre Israël et qui, dès les années 1970, conquièrent une légitimité auprès des pays arabes et des puissances européennes.

En mai 1977, pour la première fois dans l'histoire d'Israël, c'est la droite qui accède au pouvoir. Elle le conserve jusqu'en

1992 et favorise une exacerbation des rêves de « Grand Israël ». La colonisation des territoires occupés s'accélère. Menahem Begin restitue le Sinaï à l'Égypte de Sadate, avec qui la paix est signée le 26 mars 1979, mais il intensifie son hégémonie sur la Cisjordanie, noyau de l'Israël historique.

En juin 1982, Israël envahit le Liban pour démanteler les bases politico-militaires de l'OLP et assurer la « Paix en Galilée ». Cette fois, ce n'est pas aux pays arabes, mais aux Palestiniens qu'Israël livre la guerre. Les massacres des camps palestiniens de Sabra et Chatila, perpétrés en septembre par les phalangistes libanais, alors que les troupes israéliennes se trouvent à proximité, portent un grave coup au prestige d'Israël, à qui l'opinion internationale fait porter la responsabilité de l'événement. Israël ouvre une enquête judiciaire qui blâme Ariel Sharon, le ministre de la Défense de l'époque, de n'avoir rien fait pour arrêter le massacre.

Israéliens et Palestiniens : le conflit sur le terrain

En décembre 1987 débute la « guerre des pierres », le soulèvement (*Intifada*) des Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie. Ni l'État ni l'armée ne sont préparés à un combat de cette nature. Le 15 novembre 1988, Yasser Arafat proclame la création d'un État indépendant en Palestine et reconnaît implicitement l'existence de l'État d'Israël en décembre de la même année.

Le 16 janvier 1991, c'est la guerre du Golfe, dans laquelle l'Irak a failli entraîner Israël mais qui va donner un coup de fouet au processus de paix, pendant que l'aile fondamentaliste de la résistance palestinienne, le Hamas – dans le développement duquel, pour des raisons politiques, Israël joua un rôle important –, prône la guerre sainte contre l'État juif et que l'aile droite et l'extrême droite en Israël manifestent bruyamment leur opposition aux négociations engagées. Le 30 octobre 1991 s'ouvre à Madrid la conférence de paix israélo-arabe. En août 1993, les autorités israéliennes concluent un pacte avec l'OLP. Approuvés par le gouvernement israélien le

30 août, les accords d'Oslo prévoient l'installation d'une administration palestinienne à Gaza et Jéricho. Les Palestiniens peuvent désormais élire leurs instances représentatives ; ils auront également leur propre police. Le 9 septembre, l'État d'Israël et l'OLP se reconnaissent mutuellement.

L'accord Gaza-Jéricho du 4 mai 1994 autorise l'installation d'une autorité palestinienne dans ces deux zones autonomes. Suit la signature, à Washington, le 28 septembre 1995, d'un accord sur l'extension de l'autonomie palestinienne à l'ensemble de la Cisjordanie. Parallèlement, en octobre 1994, Israël signe un traité de paix avec la Jordanie. Ces avancées considérables n'empêchent pas une recrudescence du terrorisme palestinien, qui coûte la vie à de nombreux Israéliens et entraîne de dures représailles et des tensions à l'intérieur du pays, dont le sommet est atteint avec l'assassinat, en 1995, par un extrémiste israélien, du Premier ministre Yitshak Rabin, artisan de la paix avec Yasser Arafat. L'élection consécutive de Binyamin Netanyahou, du Likoud, gèle toute possibilité de négociation avec l'OLP.

La première Intifada a ramené les relations conflictuelles entre Israël et les Arabes sur le terrain même, comme avant la création de l'État, transformé en champ de bataille. La mise en place du Grand Israël après la guerre des Six Jours conscript inévitablement le conflit et l'intensifie, ne serait-ce qu'en raison de la colonisation des territoires palestiniens conquis par des activistes juifs, une colonisation qui ne s'est jamais arrêtée, y compris sous la gauche qui revient au pouvoir en 1999 avec l'élection d'Ehoud Barak. On est désormais passé d'une stratégie militaire à une guérilla urbaine. E. Barak tente pourtant de faire avancer les pourparlers de paix, tout en restant intraitable, à Camp David, sur la question du retour des réfugiés de 1948 et sur Jérusalem, proposant aux Palestiniens un État morcelé par la présence des colonies juives et doté de frontières placées sous contrôle israélien.

La seconde Intifada qui débute à l'automne 2000, entrecoupée de quelques tentatives de rapprochement avec les Palestiniens qui se soldent par un échec, précipite le Proche-Orient dans un climat de tension tel que les répercussions ne manquent pas de s'en faire sentir en particulier en Europe au

sein des groupes arabes et juifs qui parfois cohabitent dans les mêmes quartiers, comme c'est le cas dans les banlieues des grandes métropoles françaises. Il déstabilise les deux communautés, au point de créer de sérieux conflits allant jusqu'à des actes antijuifs de gravité variable.

Projection du conflit israélo-palestinien en Europe et en France

En France², les Maghrébins et les juifs maghrébins issus des classes laborieuses habitent souvent dans les mêmes banlieues et parfois dans les mêmes cités. La relative réussite des seconds, liée à la possession d'outils d'adaptation hérités de la longue histoire diasporique des juifs en général, exacerbe, en ces temps de conflit israélo-palestinien, le ressentiment des premiers à leur endroit.

Mais les juifs maghrébins qui côtoient les Arabes sont eux aussi dans le ressentiment, non seulement en raison du traumatisme de leur départ d'Afrique du Nord, mais aussi parce qu'ils reportent leur propre expérience passée, qu'ils interprètent aujourd'hui comme une « expulsion », sur ce qui se passe au Moyen-Orient entre Israéliens et Palestiniens, imaginant que leurs coreligionnaires en Israël sont menacés du même sort. On observe le même type de projection en Israël même, où les juifs orientaux ont transformé le dépit de l'exil en hostilité à l'encontre des Palestiniens.

Les communitarismes juif et arabo-musulman, devenus actifs en France surtout après la seconde Intifada, et qui se déploient sous forme de nationalismes diasporiques, sont également à prendre en considération. Juifs et Arabes, en France et ailleurs, partout où ils constituent d'importantes diasporas, sont tous peu ou prou touchés par ce nationalisme. Un nationalisme sans revendication territoriale, et

2. Sur le contexte français, voir mon ouvrage *La République face à ses minorités. Les Juifs hier, les Musulmans aujourd'hui*, Mille et Une Nuits, Paris, 2004, et sur <http://mapage.noos.fr/estherbenbassa/> mes articles publiés à ce sujet dans la presse française depuis 2001.

faisant cohabiter la loyauté au pays de résidence avec un soutien sans faille à des causes extérieures à ce pays, susceptibles de cimenter une identité diasporique. Ces causes sont transnationales. Les Arabo-musulmans de diaspora, au-delà de leurs appartenances nationales particulières ou de celles de leurs parents, reconstruisent une certaine unité dans la défense du combat palestinien, et surmontent du même coup leurs éventuelles dissensions. Cette identification, plus visible chez les jeunes, leur permet de se réinscrire dans une généalogie, alors même que le lien s'est distendu avec le pays d'origine et avec les parents, à qui il est reproché d'avoir subi passivement les humiliations et les renoncements imposés par l'immigration.

Dans ces poudrières mal maîtrisées que sont devenues les banlieues, plus que la religion, c'est l'identification aux Palestiniens, ou à tous ceux qui défient l'Occident, qui leur fait retrouver l'honneur perdu des leurs. Les actions spectaculaires des héros de la cause palestinienne deviennent des actes de bravoure, objets d'appropriation, tandis qu'Israël, associé à cet Occident qui les a relégués dans ses marges, incarne l'ennemi par excellence, persécuteur de Palestiniens, ces frères de destin. Dans ce schéma, le plus souvent, Israéliens et juifs ne sont pas dissociés.

Les juifs ont eux aussi développé depuis longtemps, autour d'Israël, un nationalisme diasporique qui s'est renforcé avec l'évolution du conflit au Moyen-Orient. Un nationalisme sans frontières, les rassemblant de par le monde. La victoire d'Israël en 1967 leur avait redonné leur fierté et avait définitivement clos l'époque où on les décrivait comme des êtres passifs et courbés. Désormais, en France comme ailleurs, l'on s'assume ouvertement comme juif et l'on assume en même temps et de la même manière son rapport à Israël. 1967 aura été aussi pour beaucoup de juifs nord-africains une sorte de revanche face aux difficultés de l'émigration, une revanche contre les Arabes, une manière de retrouver sa dignité entamée par un exil forcé. Et aujourd'hui, tandis que le soutien à la cause palestinienne pallie chez nombre d'Arabo-musulmans l'effritement de l'identité traditionnelle, beaucoup de juifs trouvent dans leur attachement à Israël un moyen de parer à une fragilisation comparable.

Qu'en est-il vraiment de l'antisémitisme arabo-musulman en France, l'une des expressions de ce nationalisme diasporique en action, circonscrit par l'appartenance communautaire ? Certes, nul ne niera la multiplication des actes antijuifs, de gravité variable, ni la forte hostilité aux juifs de certains milieux arabo-musulmans, une hostilité qui ne se limite pas seulement à ces milieux, l'antisémitisme devenant de plus en plus la métaphore des maux de la société française. Celui qui touche les milieux arabo-musulmans n'est pas lui non plus étranger à ces maux – absence d'une politique d'intégration efficace et mobilité sociale et professionnelle encore embryonnaire.

Entre le 1^{er} janvier et le 30 juin 2004, 135 actes antisémites ont été recensés contre 127 sur toute l'année 2003. Dominique de Villepin, alors ministre de l'Intérieur, a déclaré, pour les sept premiers mois de l'année 2004, 160 agressions ou dégradations contre 75 sur la même période en 2003. Les actes antisémites ont accusé depuis une chute importante, de 48 % au premier semestre 2005 par rapport à la même période l'année précédente (290 en 2005 contre 561 en 2004). Ce retournement est sans doute dû en partie à la lutte contre l'antisémitisme engagée par le gouvernement français. Notons cependant que, pendant ce temps, nul n'est en mesure d'enregistrer exactement le nombre d'actes de violence commis contre les Arabes et les populations noires du pays.

La peur qui s'est emparée des juifs de France à partir de l'automne 2000 et la manière dont elle s'est fait entendre sont-elles proportionnées aux agressions subies ? Ou ne faut-il pas voir là aussi l'expression de ce nouveau nationalisme diasporique, axé sur la défense d'Israël et prompt à ranger les critiques dont il est l'objet dans la catégorie antisémitisme, le tout sur fond de traumatisme réactivé dans un climat tendu ? En tout état de cause, cette peur est réelle. Le racisme anti-arabe suit lui aussi une courbe ascendante et se greffe sur un fond de contentieux hérité de la colonisation et de la décolonisation, qui a réémergé depuis le 11 septembre 2001, confondant islam et terrorisme.

L'histoire de l'Europe, dont la haine antijuive et l'extermination à laquelle elle a conduit font partie intégrante, rend beaucoup plus attentif à l'antisémitisme qu'au racisme

antiarabe, davantage toléré sous ses différentes déclinaisons – islamophobie, « choc de civilisations », anti-islamisme, etc. À cela s'ajoute la culpabilité née de la prise de conscience tardive de la responsabilité de Vichy dans la déportation des juifs de France. D'où une espèce de course à l'expiation, réactivée avec la résurgence récente de l'antisémitisme sous des formes renouvelées. Tout cela, au lieu d'apaiser le climat, contribue à créer chez les juifs une sorte de panique, qui a été parallèlement alimentée par les leaders communautaires et la presse juive, l'interventionnisme d'Israël en faveur de l'émigration dans ce pays et l'alarmisme de certains intellectuels.

La confusion qui règne entre lutte contre l'antisémitisme et défense coûte que coûte d'Israël, ainsi que l'instrumentalisation de l'antisémitisme par une frange du *leadership* juif ont alimenté la confusion entre juif de diaspora et Israélien aux yeux de la population française et de sa composante arabo-musulmane, à un moment où la mémoire de la Shoah ne représente plus une protection, dès lors que le tabou qu'elle instaurait a progressivement sauté avec l'aggravation du conflit israélo-palestinien. Aurions-nous, par un excès de devoir de mémoire, échoué dans la transmission des leçons à tirer de la Shoah ?

Un travail de dissociation entre soutien aux Palestiniens et dérive antisémite devrait être mené du côté des Arabo-musulmans également. Comme il est de première nécessité de faire comprendre qu'il n'y a pas de raison de voir dans chaque Arabe un antisémite. Il reste que, depuis la création de l'État d'Israël, un antisémitisme de type européen s'est installé en monde arabe, visant l'ennemi par excellence, mais servant en fait à occulter les problèmes sociaux et économiques qui sévissent dans ces pays souffrant d'une absence endémique de démocratie, et que cet antisémitisme n'a fait que s'aggraver avec les deux intifadas. Il a pris une forme virulente, véhiculée par la diffusion de films ou d'émissions antisémites à la télévision, et s'appuyant sur une image du juif proche des stéréotypes antisémites occidentaux dominants dans l'entre-deux-guerres et pendant la Seconde Guerre mondiale, et dont on sait à quoi ils ont conduit. Certaines chaînes arabes diffusées par satellite réintroduisent ce type de dis-

cours dans les foyers arabo-musulmans d'Europe, apportant un renfort aux prêches de certains imams fondamentalistes qui, avec l'antisémitisme, croient avoir le moyen d'unifier un islam éclaté, tout au moins en France. Par ailleurs, le discours de type antijuif et antisémite diffusé par les livres scolaires et la propagande aussi bien dans les pays arabes qu'en Palestine n'est pas susceptible de préparer le terrain pour un rapprochement chez les générations à venir.

Quel avenir pour la paix ?

Pour revenir au conflit israélo-palestinien lui-même, on peut dire que la seconde Intifada met en évidence l'impasse où sont engagés ces deux nationalismes qui revendiquent une même terre et se montrent incapables de concilier leurs exigences, lesquelles coûtent la vie, des deux côtés, à des centaines d'hommes et de femmes. L'espace politique palestinien est divisé entre plusieurs tendances que Mahmoud Abbas, successeur du chef historique des Palestiniens, Yasser Arafat, ne réussit pas à contrôler totalement. Par ailleurs, un gouvernement radical comme l'a été celui d'Ariel Sharon en Israël, nonobstant le relatif fléchissement constaté ces derniers temps, est évidemment un obstacle au rapprochement, malgré une opinion publique israélienne qui opte dans sa majorité pour la restitution des territoires occupés, tout en soutenant la politique de son Premier ministre.

Certes, l'évacuation de Gaza semble avoir quelque peu modifié le climat. Cet acte politique majeur a été accepté et même soutenu par la majorité des Israéliens. Dans le même temps, en France, la vague antisémite retombait. L'amélioration circonstancielle de l'image d'Israël l'expliquerait-elle ? Ou, soudainement, l'antisémitisme aurait-il cessé d'être utile à certains activistes pro-Sharon, lesquels auraient renoncé à l'instrumentaliser ? Ces questions viennent tout naturellement à l'esprit, mais il reste difficile d'y répondre, fort peu de travaux non polémiques et scientifiquement fondés ayant paru jusqu'à présent sur l'antisémitisme touchant les milieux d'origine immigrée.

L'effondrement de la dynamique de paix sous les coups répétés du terrorisme palestinien et des exactions israéliennes qui suivent, en un cercle vicieux infernal, laissait jusqu'à récemment place à peu d'espoir. Et pourtant, la composante maghrébo-orientale de la population d'Israël est une carte entre les mains des Israéliens, même si les éléments les plus antiarabes du pays se recrutent dans ses rangs. Paradoxe ? Cette population, considérée comme les « Arabes » (juifs) du pays, a elle-même subi des préjudices en raison de l'image peu favorable qui était la sienne chez des dirigeants issus de la couche européenne de la société israélienne. Les juifs du Maghreb et d'Orient dans un pays qui se levantinise de plus en plus représentent un atout de taille pour le rapprochement avec les Palestiniens, qui permettrait à Israël de retrouver un terrain d'entente avec ses voisins les plus proches. Mais une telle perspective relève encore évidemment de l'utopie.

En Israël se trouvent aussi des Arabes israéliens qui sont des Palestiniens restés sur place après la guerre d'indépendance. Ils deviennent citoyens israéliens à la suite d'une loi votée en 1952. Environ 156 000 en 1948, leur nombre s'élève aujourd'hui à 1 227 000 âmes (dont 113 000 Arabes chrétiens), à quoi il faut ajouter 106 300 Druzes. Comme l'indiquent certains signes avant-coureurs récents, les Arabes israéliens risquent, dans le cas d'une prolongation indéfinie du conflit, de se tourner résolument vers leurs frères palestiniens.

La complexité des relations entre Israël, les Arabes, les pays arabes et l'islam n'est pas une fatalité. Israël, après sa fondation, a maintenu les rapports cordiaux qu'elle avait auparavant avec la Turquie musulmane voisine. Ces dernières années, l'Égypte, la Jordanie et le Maroc faisaient partie des États arabes qui avaient neutralisé leurs rapports avec l'État hébreu. Nombre d'Israéliens se déplaçaient jusqu'à récemment dans ces pays avec facilité.

Il n'existe pas de recette pour la paix. Mais il y a une réalité incontournable. Les Israéliens et les Palestiniens, ainsi que les pays arabes, avec ce conflit non résolu, compromettent gravement leur avenir et la sécurité du Moyen-Orient, préparant le terrain de tous les intégrismes et de tous les fanatismes, lesquels agissent bien au-delà de la région et peuvent à la longue déstabiliser l'Occident.

Dans le contexte français, celui d'une société à privilèges très hiérarchisée, contexte aussi de crise économique et de mobilité sociale grippée, l'absence d'une politique volontariste de l'État en faveur d'une meilleure insertion socioéconomique des jeunes Français dont les parents ou grands-parents furent des immigrants – notamment par une éducation plus équitable, par la discrimination positive ou l'égalité des chances (peu importe la terminologie choisie) à l'Université, dans l'entreprise, dans la fonction publique, par la responsabilisation des parents dans la vie scolaire –, l'émergence des mémoires de la colonisation et de l'esclavage au sein de ces populations et l'apathie des cercles gouvernementaux et des élites quant aux moyens de faire place à ces mémoires et de les intégrer dans la mémoire collective française renvoient à des maux profonds, dont l'explosion de novembre 2005 n'a fait que souligner la gravité. Dans une telle atmosphère, on peut redouter que l'hostilité entre juifs et Arabes prenne une forme nouvelle, celle d'une compétition des mémoires et d'une compétition des victimes.